

DARES résultats

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en 2018 L'effectif de la catégorie A diminue pour la seconde fois depuis 2007, les effectifs des catégories B et C augmentent

En France (hors Mayotte), le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi (catégories A, B et C) reste quasiment stable en 2018, à 5 917 000, soit -0,2 % entre les 4^{es} trimestres 2017 et 2018. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (c'est-à-dire sans aucune activité) poursuit la baisse entamée depuis le 1^{er} trimestre 2016. Cette baisse est toutefois compensée par la hausse du nombre de demandeurs d'emploi des catégories B et C (c'est-à-dire en activité réduite).

La diminution de l'effectif de la catégorie A s'explique notamment par des bascules nombreuses vers l'activité réduite. De façon symétrique, la hausse sur un an du nombre d'inscrits en catégorie B et C provient des flux nets plus importants en provenance de la catégorie A.

Au sein de la catégorie A, la diminution du nombre de demandeurs d'emploi est plus marquée chez les hommes que chez les femmes. Par tranche d'âge, le nombre de demandeurs d'emploi jeunes (moins de 25 ans) ou d'âges intermédiaires (25 à 49 ans) recule, alors qu'il continue de croître pour les seniors (50 ans ou plus).

Pour les demandeurs d'emploi non tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi, l'effectif de la catégorie D (formation, maladie) a légèrement augmenté en 2018, sous l'effet des nouvelles formations dans le cadre du plan d'investissement dans les compétences, et celui de la catégorie E (création ou reprise d'entreprise, contrat aidé) a fortement diminué, en lien avec la baisse des contrats aidés.

En moyenne, au 4^e trimestre 2018, en France (hors Mayotte), 6 562 000 personnes sont inscrites à Pôle emploi, toutes catégories confondues (1) (tableau 1, encadré 1). Parmi elles, 5 917 000 sont tenues de rechercher un emploi (catégories A, B, C) : 3 674 000 n'exercent aucune activité (catégorie A), 776 000 exercent une activité réduite courte (catégorie B) et 1 467 000 une activité réduite longue (catégorie C). Les autres inscrits à Pôle emploi ne

sont pas tenus de rechercher un emploi : 284 000 sont sans emploi mais ils sont non disponibles immédiatement pour reprendre un emploi en raison, par exemple, d'une formation ou d'une maladie (catégorie D) (2) ; 360 000 sont en emploi, principalement en création ou reprise d'entreprise, ou encore en contrat aidé (catégorie E).

Quasi-stabilisation du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C

Au 4^e trimestre 2018, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C est quasi stable sur un an (-12 000, soit -0,2 %), alors qu'il était en hausse de 159 000 en 2017 (+2,8 % par rapport à 2016 ; tableau 1). Le lien entre la conjoncture, représentée par la croissance du produit intérieur brut (PIB), et le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C (graphique 1) semble se rétablir en 2018, après un découplage en 2017, année de forte croissance et d'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi. Le raffermissement de ce lien est également observé si l'on se restreint aux demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A.

Sur un an, parmi les demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C, le nombre de femmes augmente de 0,7 %, alors qu'inversement celui des hommes recule de 1,2 % (tableau 2). Fin 2018, les femmes représentent 52,1 % des inscrits dans ces catégories.

Fin 2018, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C s'accroît pour les moins de 25 ans (-1,8 % après -0,8 % en 2017 ; tableau 2). Ce nouveau recul provient du retournement à la baisse du nombre de jeunes en activité réduite (-2,5 % après +4,2 %), ceux en catégorie A diminuant moins qu'en 2017 (-1,4 % après -3,5 %). Chez les 25-49 ans, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C se replie (-1,0 % après +2,5 %), la baisse des inscrits en catégorie A contribuant majoritairement à ce recul.

(1) La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT). Certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi (encadré 2 de [1]).

(2) La catégorie D comprend également les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), qui bénéficient d'un accompagnement individualisé renforcé.

Tableau 1

Demandeurs d'emploi par catégorie fin 2018

Effectifs en moyenne trimestrielle, données CVS-CJO

	Effectif au 4 ^e trimestre 2018 (en milliers)	Évolution trimestrielle* (en milliers)				Glissement annuel* (en milliers)		Glissement annuel* (en %)	
		T1 2018	T2 2018	T3 2018	T4 2018	2017	2018	2017	2018
Ensemble des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (catégories A à E).....	6 562	-15	-10	12	-40	+59	-54	+0,9	-0,8
Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B, C).....	5 917	8	7	9	-36	+159	-12	+2,8	-0,2
Dont : sans activité réduite (catégorie A).....	3 674	-20	0	3	-33	+1	-51	+0,0	-1,4
activité réduite courte (catégorie B).....	776	10	-1	9	-13	+27	+5	+3,7	+0,7
activité réduite longue (catégorie C).....	1467	18	9	-3	10	+131	+34	+10,1	+2,4
Demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories D et E).....	645	-23	-18	3	-4	-101	-42	-12,8	-6,1
Dont : sans emploi (catégorie D).....	284	0	-3	10	2	-65	+9	-19,1	+3,3
en emploi (catégorie E).....	360	-23	-15	-6	-7	-36	-51	-8,0	-12,3

* Le glissement annuel correspond à la variation (en niveau ou en pourcentage) entre le nombre moyen de demandeurs d'emploi du trimestre considéré et ce nombre au même trimestre de l'année précédente.

Lecture : en France, entre les 4^e trimestres 2017 et 2018, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits sur les listes de Pôle emploi a baissé de 54 000, soit de -0,8 % (contre +0,9 % un an plus tôt).

Champ : demandeurs d'emploi en catégories A, B, C, D, E ; France (hors Mayotte).

Source : Dares-Pôle emploi, statistiques du marché du travail (STMT).

Tableau 2

Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par sexe et tranche d'âge en 2017 et 2018

En %, données CVS-CJO en fin de trimestre

		Catégorie A		Structure au 4 ^e trimestre 2018 en milliers	Catégories B et C		Structure au 4 ^e trimestre 2018 en milliers	Catégories A, B, C		
		Glissement annuel* (en %)			Glissement annuel* (en %)			Glissement annuel* (en %)		Structure au 4 ^e trimestre 2018 en milliers
		2017	2018		2017	2018		2017	2018	
Sexe	Hommes.....	-2,0	-2,0	50,5	7,0	0,5	43,7	0,9	-1,2	47,9
	Femmes.....	2,2	-0,7	49,5	8,3	2,8	56,3	4,6	0,7	52,1
Âge	Moins de 25 ans.....	-3,5	-1,4	13,3	4,2	-2,5	12,3	-0,8	-1,8	12,9
	Entre 25 et 49 ans.....	-0,3	-2,1	59,5	7,2	0,7	64,3	2,5	-1,0	61,3
	50 ans ou plus.....	2,7	0,3	27,2	11,8	7,2	23,4	5,5	2,6	25,7
Ensemble.....		0,0	-1,4	100,0	7,8	1,8	100,0	2,8	-0,2	100,0

* Le glissement annuel correspond à la variation (en niveau ou en pourcentage) entre le nombre moyen de demandeurs d'emploi du trimestre considéré et ce nombre au même trimestre de l'année précédente.

Champ : demandeurs d'emploi en catégories A, B, C ; France (hors Mayotte).

Source : Dares-Pôle emploi, statistiques du marché du travail (STMT).

À l'inverse des autres tranches d'âge, l'effectif des seniors en catégories A, B, C augmente sur l'année (+2,6 % après +5,5 %). Au total, au 4^e trimestre 2018, les jeunes représentent 12,9 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C, les 25-49 ans en représentent 61,3 % et les seniors 25,7 %.

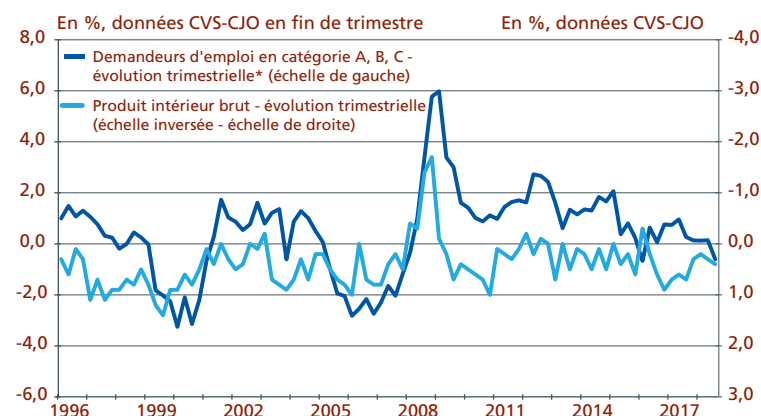
Seconde baisse du nombre d'inscrits en catégorie A depuis 2007

Entre 2008 et 2015, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A a augmenté chaque année, mais il recule une première fois de manière significative en 2016 (-3,0 %) (graphique 2). Après une quasi-stabilité l'année suivante (+1 000, soit +0,0 %), l'effectif de la catégorie A diminue de nouveau en 2018 (-51 000, soit -1,4 % ; tableau 1), dans le sillage de la baisse du taux de chômage au sens du BIT (9,1 %, après 9,4 % en 2017).

En 2018, le nombre d'inscrits en catégorie A se replie davantage pour les hommes (-2,0 % contre -0,7 % pour les femmes ; tableau 2), de sorte que l'écart entre les deux sexes continue de se réduire. Ce phénomène s'explique essentiellement par des divergences sur les métiers recherchés (Focus).

Graphique 1

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) et du produit intérieur brut*



* Le produit intérieur brut est exprimé en volume aux prix de l'année précédente chaînés (base 2014).
Champ : France (hors Mayotte).

Sources : Dares-Pôle emploi, statistiques du marché du travail (STMT) ; Insee, comptes trimestriels (PIB).

Mais, *in fine*, au 4^e trimestre 2018, le nombre d'hommes est très légèrement plus important que celui des femmes dans la catégorie A (50,5 %).

Par classe d'âge, si la baisse du nombre de jeunes en catégorie A en 2018 est moins forte que l'année précédente (-1,4 % après -3,5 %), elle est plus

marquée pour ceux âgés de 25 à 49 ans (-2,1 % après -0,3 %). Concernant les seniors, leur nombre en catégorie A continue d'augmenter en 2018, mais à un rythme bien moindre qu'un an plus tôt (+0,3 % après +2,7 %).

Ralentissement du nombre de demandeurs d'emploi en catégories B et C

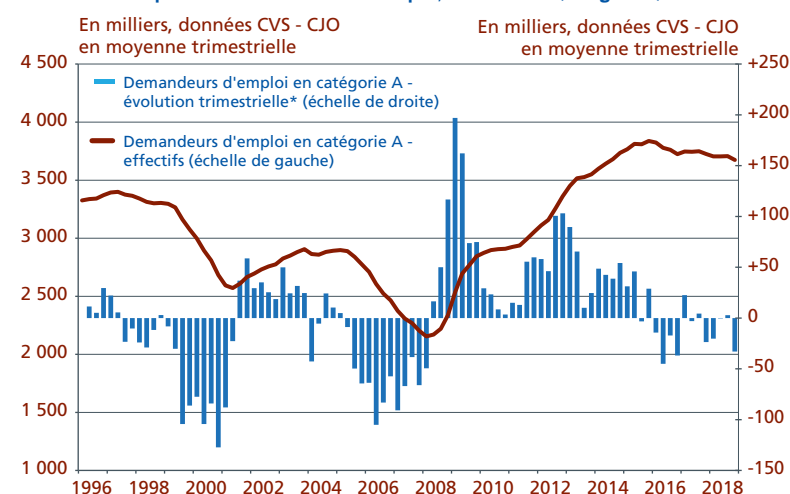
En 2018, le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite augmente de 1,8 % sur un an après +7,8 % en 2017, signant ainsi sa plus faible hausse depuis dix ans (graphique 3). Cette modération concerne davantage les demandeurs d'emploi de catégorie C, qui travaillent 79 heures ou plus dans le mois (+2,4 % en 2018, après +10,1% en 2017), que les demandeurs d'emploi de catégorie B, qui travaillent moins de 78 heures dans le mois (+0,7 % après +3,7 %), et touche de façon similaire les femmes (+2,8 % après +8,3 %) et les hommes (+0,5 % après +7,0 %).

L'augmentation du nombre d'inscrits en catégories B et C reste portée par ceux travaillant un nombre d'heures élevé (tableau 3). Ainsi, les demandeurs d'emploi travaillant 79 heures ou plus au cours du mois contribuent à 87 % de l'accroissement de ces catégories. Le nombre d'inscrits effectuant entre 120 et 150 heures d'activité progresse de 6 000 sur un an (+1,6 %), et le nombre de ceux effectuant 151 heures ou plus est en hausse de 28 000 (+4,6 %) (3). Les augmentations dans ces tranches d'heures sont toutefois bien inférieures à celles de 2017 (respectivement +17 000 et +96 000).

Au 4^e trimestre 2018, les demandeurs d'emploi effectuant 120 heures d'activité ou plus au cours du mois représentent 45,5 % des catégories B et C cumulées (44,8 % en 2017), dont 28,5 % pour la tranche des 151 heures d'activité ou plus (27,8 % en 2017).

Graphique 2

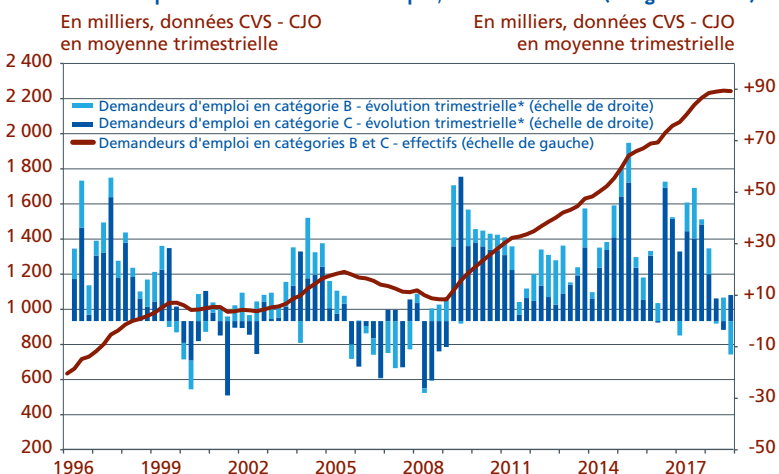
Demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans activité (catégorie A)



* Les évolutions trimestrielles correspondent à la différence entre le nombre moyen de demandeurs d'emploi un trimestre donné et ce nombre au trimestre précédent.
Champ : demandeurs d'emploi en catégorie A ; France (hors Mayotte).
Source : Dares-Pôle emploi, statistiques du marché du travail (STMT).

Graphique 3

Demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, en activité réduite (catégories B et C)



* Les évolutions trimestrielles correspondent à la différence entre le nombre moyen de demandeurs d'emploi un trimestre donné et ce nombre au trimestre précédent.
Champ : demandeurs d'emploi en catégories B et C ; France (hors Mayotte).
Source : Dares-Pôle emploi, statistiques du marché du travail (STMT).

Tableau 3

Demandeurs d'emploi en catégories B et C selon le nombre d'heures d'activité réduite

Données CVS-CJO en fin d'année

	Effectif au 4 ^e trimestre 2018 (en milliers)	Structure (en %)		Glissement annuel* (en milliers)		Glissement annuel* (en %)		Contribution au glissement annuel* des catégories B, C en 2018 (en %)
		T4 2017	T4 2018	T4 2017	T4 2018	T4 2017	T4 2018	
Catégorie B	776	35,0	34,6	27	5	3,7	0,6	12,9
Moins de 20 heures	168	7,8	7,5	3	-5	1,9	-3,0	-13,4
De 20 à 39 heures	219	9,6	9,8	11	8	5,4	3,6	19,7
De 40 à 59 heures	177	8,1	7,9	6	-1	3,2	-0,8	-3,5
De 60 à 78 heures	212	9,4	9,5	8	4	3,8	2,0	10,6
Catégorie C	1 466	65,0	65,4	131	34	10,1	2,4	87,1
De 79 à 99 heures	219	10,3	9,8	1	-8	0,6	-3,5	-20,3
De 100 à 119 heures	226	9,9	10,1	16	7	7,8	3,4	19,3
De 120 à 150 heures	381	17,0	17,0	17	6	4,9	1,6	15,5
151 heures ou plus	640	27,8	28,5	96	28	18,7	4,6	72,6
Ensemble	2 242	100,0	100,0	159	39	7,8	1,8	100,0

Données CVS-CJO au dernier trimestre d'une année.

* Le glissement annuel correspond à la variation (en niveau ou en pourcentage) entre le nombre moyen de demandeurs d'emploi du trimestre considéré et ce nombre au même trimestre de l'année précédente.

Champ : demandeurs d'emploi en catégories B, C en France entière.

Source : Dares-Pôle emploi, statistiques du marché du travail (STMT).

(3) Le nombre d'heures d'activité exercée au cours du mois n'est pas nécessairement effectué dans un seul emploi. 120 heures d'activité au cours d'un mois est équivalent à 80 % d'un temps plein et 151 heures ou plus à un temps plein.

Rebond de l'effectif de la catégorie D avec le plan d'investissement dans les compétences

Après avoir chuté de 19,1 % en 2017, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie D (formation, maladie, contrat de sécurisation professionnelle) se redresse de +3,3 % en 2018 (soit +9 000, graphique 4). Cette hausse masque cependant des mouvements de sens contraires au sein de cette catégorie. Le nombre de demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (4) recule (-5 900 sur un an, soit -9,4 %), dans le sillage de la baisse tendancielle des entrées à Pôle emploi pour licenciement économique (-8,4 % sur un an) À l'inverse, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie D qui sont dans une autre situation, en l'occurrence principalement en formation, augmente nettement (+15 000). Cette hausse fait suite au lancement en 2018 du plan d'investissement dans les compétences (PIC).

Baisse de l'effectif de la catégorie E en lien avec le reflux du nombre de contrats aidés

En 2018, le nombre de demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi et occupant un emploi (essentiellement les créateurs-repreneurs d'entreprise et les bénéficiaires d'un contrat aidé, catégorie E) recule fortement (-51 000, soit -12,3 %). Ce repli s'explique principalement par la baisse du nombre de demandeurs d'emploi en contrat aidé dans le secteur non marchand (-82 000, soit -43,5 % sur un an ; graphique 5). Dans le même temps, le nombre de créateurs-repreneurs d'entreprise augmente de 5,3 % sur un an.

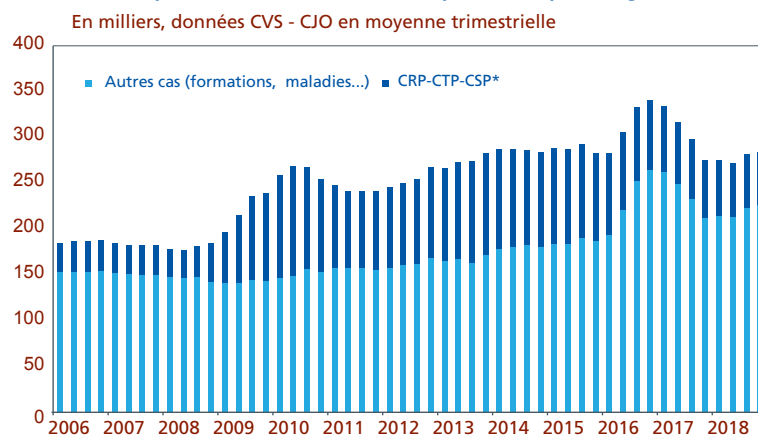
Fin 2018, la catégorie E se compose de 30,1 % de bénéficiaires d'un contrat aidé (9,2 % pour le secteur marchand, 20,9 % pour le secteur non marchand) et de 62,2 % de demandeurs d'emploi créateurs (ou repreneurs) d'entreprise.

Recul du nombre d'inscrits en catégorie A porté par les nombreuses transitions vers l'activité réduite

La variation du nombre de demandeurs d'emploi dans une catégorie donnée résulte de façon comptable des entrées et sorties depuis ou vers cette catégorie. Les entrées peuvent elles-mêmes être décomposées selon la situation antérieure du demandeur d'emploi. Ainsi, on parle d'entrée « directe » d'un demandeur d'emploi dans une catégorie donnée lorsque celui-ci n'était pas inscrit à Pôle emploi et de « bascule » lorsqu'il était inscrit dans une autre catégorie. De même, les sorties peuvent être décomposées en « sorties

Graphique 4

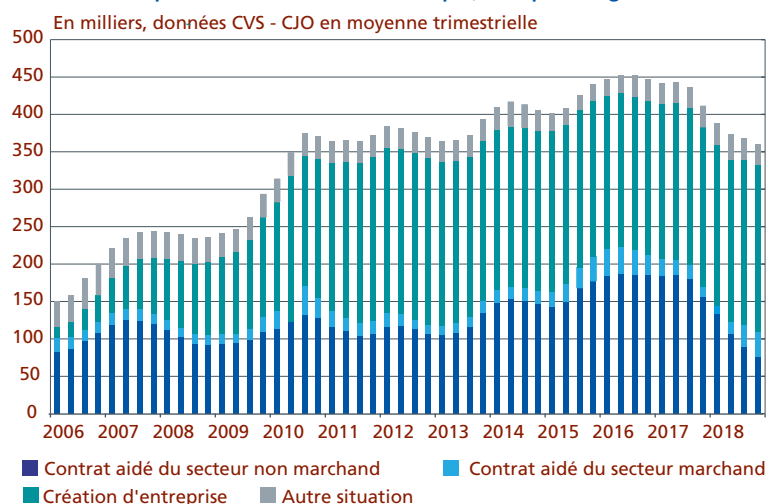
Demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie D)



* CRP : convention de reclassement personnalisé ; CTP : contrat de transition professionnelle ; CSP : contrat de sécurisation professionnelle.
Champ : demandeurs d'emploi en catégorie D ; France (hors Mayotte).
Source : Dares-Pôle emploi, statistiques du marché du travail (STMT).

Graphique 5

Demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (catégorie E)



Champ : demandeurs d'emploi en catégorie E ; France (hors Mayotte).
Source : Dares-Pôle emploi, statistiques du marché du travail (STMT).

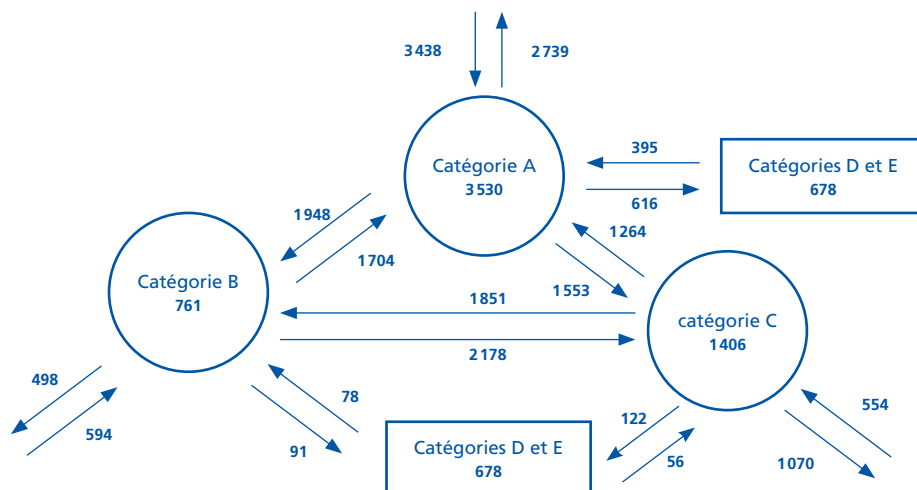
directes » et en « bascules » vers une autre catégorie. Les transitions « nettes » correspondent au solde constitué des flux d'entrées diminués des flux de sorties.

Entre les 4^{es} trimestres 2017 et 2018, 60 % des sorties de catégorie A sont des bascules vers d'autres catégories de demandeurs d'emploi, 51 % allant vers les catégories B, C et 9 % vers les catégories D et E (graphique 6).

(4) Le contrat de sécurisation professionnelle (CSP), mis en place en septembre 2011, remplace la convention de reclassement personnalisé (CRP) et le contrat de transition professionnelle (CTP).

Graphique 6 Transitions entre catégories de demandeurs d'emploi en 2018

En milliers, données brutes ; données cumulées entre les 4^{es} trimestres 2017 et 2018 pour les flux ; données au 4^e trimestre 2017 pour les effectifs des catégories.



Note : pour les flux, seules sont analysées ici les transitions entre le 4^e trimestre 2017 et le 4^e trimestre 2018.

Lecture : au 4^e trimestre 2017, 3 530 000 personnes étaient inscrites en catégorie A (données brutes) ; entre ce trimestre et le même trimestre un an plus tard, 1 948 000 transitions ont eu lieu de la catégorie A vers la catégorie B (données brutes).

Champ : demandeurs d'emploi en catégories A, B, C, D et E ; France métropolitaine.

Sources : Pôle emploi, STMT ; calculs Dares.

À l'inverse, les entrées en catégorie A sont majoritairement directes (50 %), 44 % étant des bascules depuis les catégories B et C, et 6 % depuis les catégories D et E.

In fine, le nombre d'inscrits en catégorie A diminue en 2018, car les bascules « nettes » vers les catégories B et C (-534 000) et, dans une moindre mesure, vers les catégories D et E (-220 000), l'emportent sur les entrées « nettes » directes (+703 000, graphique 7).

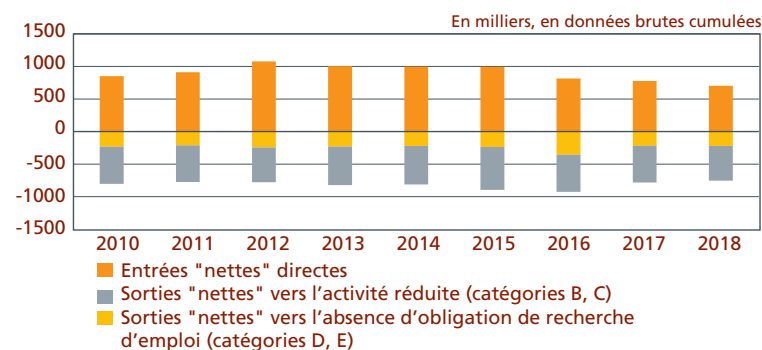
Pour les catégories B et C, les bascules depuis ou vers d'autres catégories (3,6 millions d'entrées et 3,2 millions de sorties, pour l'essentiel en provenance ou en direction de la catégorie A) sont sensiblement plus nombreuses que les flux « directs » (1,2 million d'entrées et 1,6 million de sorties). Les transitions sur un an entre les catégories B et C sont également fréquentes (2,2 millions de la catégorie B vers la catégorie C et 1,9 million en sens inverse).

Ainsi, la hausse des effectifs des catégories B et C en 2018 s'explique par des entrées « nettes » de demandeurs d'emploi depuis la catégorie A (+528 000) supérieures au cumul des transitions « nettes » directes (-426 000) ou vers les autres catégories (-82 000, graphique 8).

**Christophe DIXTE, David LE NINIVIN,
Rémi MONIN (Dares).**

Graphique 7

Transitions « nettes » depuis ou vers la catégorie A entre la fin de l'année N et celle de l'année N+1



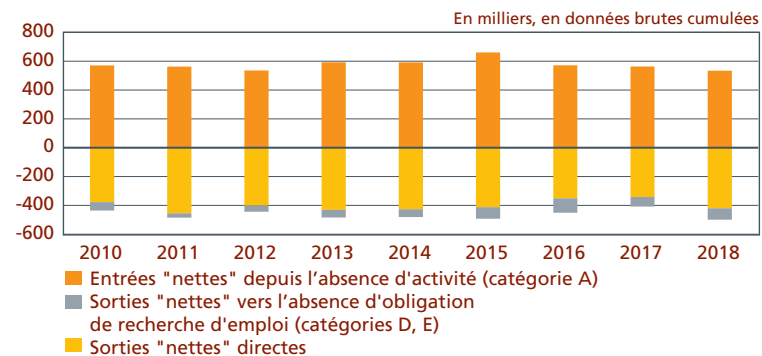
Lecture : entre les 4^{es} trimestres 2017 et 2018, le solde des entrées-sorties entre la catégorie A et les catégories B, C contribue à faire baisser de 534 000 sur un an le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (-221 000 pour les catégories D, E) ; *a contrario*, le solde des entrées-sorties « directes » contribue à faire augmenter de 703 000 le nombre de demandeurs d'emploi dans cette catégorie.

Champ : demandeurs d'emploi en catégories A, B, C, D et E ; France métropolitaine.

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT ; calculs Dares.

Graphique 8

Transitions « nettes » depuis ou vers les catégories B et C entre la fin de l'année N et celle de l'année N+1



Lecture : entre les 4^{es} trimestres 2017 et 2018, le solde des entrées-sorties entre les catégories B, C et la catégorie A contribue à augmenter de 534 000 sur un an le nombre de demandeurs d'emploi en catégories B, C ; *a contrario*, le solde des entrées/sorties « directes » contribue à faire baisser de 419 000 le nombre de demandeurs d'emploi dans ces catégories (-82 000 pour les catégories D, E).

Champ : demandeurs d'emploi en catégories A, B, C, D et E ; France métropolitaine.

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT ; calculs Dares.

Écart des demandeurs d'emploi hommes-femmes en catégorie A

En moyenne au 4^e trimestre 2018, 3674 000 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégorie A en France (hors Mayotte) (graphique A) : sur un an, ce nombre diminue trois fois plus vite pour les hommes que pour les femmes (respectivement -2,0 % et -0,7 %).

Cette différence marquée entre le nombre d'hommes et le nombre de femmes inscrits à Pôle emploi n'est cependant pas spécifique à l'année 2018. Les années de mauvaise conjoncture qui ont suivi la grande récession de 2008-2009 ont davantage touché les hommes. Les pertes d'emploi sont alors relativement plus concentrées dans l'industrie, la construction et l'intérim, des secteurs majoritairement masculins [1]. Ainsi, entre fin 2011 et mi-2015, l'écart entre le nombre d'hommes et de femmes en catégorie A a augmenté de façon quasi constante, avec une hausse plus importante observée chez les hommes. Du milieu de l'année 2015 à la fin 2018, le repli est plus marqué chez les hommes (1) (145 100), alors que le nombre de femmes est quasi stable (+ 7 200).

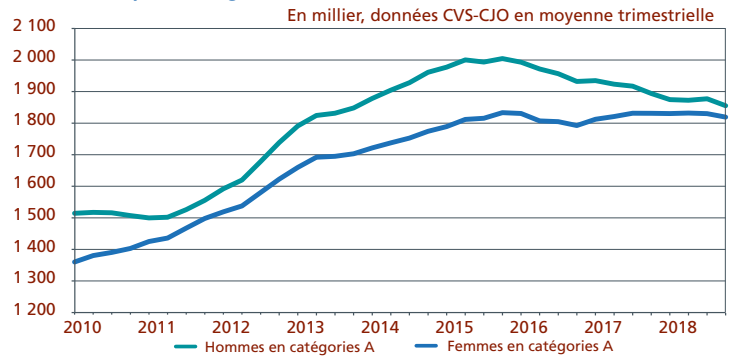
Ces différences de dynamique sont notamment liées au fait que les hommes et les femmes ne se positionnent pas sur les mêmes métiers (2). En effet, au 4^e trimestre 2018, les hommes inscrits en catégorie A recherchent davantage un emploi dans le transport et la logistique (16,7 %, contre 2,4 % des femmes), ainsi que dans la construction, le bâtiment et les travaux publics (15,1 %, contre 0,7 % des femmes) (tableau A). À l'inverse, les femmes recherchent un emploi dans les métiers des services à la personne et à la collectivité (30,5 % contre 10,0 % des hommes), ceux du commerce, de la vente et de la grande distribution (20,1 %, contre 11,2 %) et ceux du support aux entreprises (18,7 %, contre 7,5 %).

Entre le 1^{er} trimestre 2016 – date à laquelle le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A se retourne après plusieurs années de croissance – et le 4^e trimestre 2018, la nette baisse du nombre d'hommes en catégorie A (-6,9 %) s'observe dans l'ensemble des métiers qu'ils recherchent. Elle est principalement liée à la baisse de ceux qui recherchent un emploi dans le secteur de la construction, du bâtiment et des travaux publics (graphique B). Par ailleurs, sur cette période, les hommes recherchant un emploi dans l'industrie ainsi que dans le transport et la logistique y contribuent également fortement.

S'agissant des femmes en catégorie A, leur nombre a reculé modérément entre début 2016 et fin 2018 (-0,6 %), et le nombre de demandeurs d'emploi n'a fortement diminué dans aucun des métiers les plus recherchés par les femmes. Seuls deux types de métiers contribuent, faiblement, à cette diminution du nombre de femmes inscrites en catégorie A : les métiers du commerce, de la vente et de la grande distribution, suivi des services à la personne et à la collectivité.

Graphique A

Demandeurs d'emploi en catégorie A, selon le sexe



Champ : demandeurs d'emploi en catégorie A ; France (hors Mayotte).
Source : Dares-Pôle emploi, statistiques du marché du travail (STMT).

Tableau A

Parts des demandeurs d'emploi en catégorie A par métier recherché

Métier recherché (ROME)	4 ^e trimestre 2018		
	Parts des demandeurs d'emploi en catégorie A (en %)		
	Hommes	Femmes	Ensemble
Agriculture et Pêche, espaces naturels et espaces verts, soins aux animaux.....	7,2	2,2	4,7
Arts et façonnage d'ouvrages d'art.....	0,5	1,0	0,8
Banque, assurance, immobilier.....	1,1	1,5	1,3
Commerce, vente et grande distribution.....	11,2	20,1	15,6
Communication, média et multimédia.....	2,0	2,3	2,2
Construction, bâtiment et travaux publics.....	15,1	0,7	8,0
Hôtellerie-restauration, tourisme, loisirs et animation.....	8,8	9,7	9,3
Industrie.....	9,1	4,1	6,6
Installation et maintenance.....	7,6	0,4	4,0
Santé.....	1,1	5,3	3,2
Services à la personne et à la collectivité.....	10,0	30,5	20,1
Spectacle.....	2,0	1,1	1,6
Support à l'entreprise.....	7,5	18,7	13,0
Transport et logistique.....	16,7	2,4	9,6
Total.....	100,0	100,0	100,0

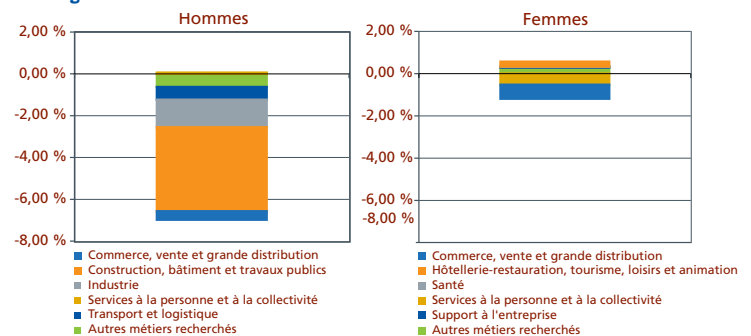
Lecture : au 4^e trimestre 2018, 15,6 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi en catégorie A recherchent un emploi dans le secteur du commerce, de la vente et de la grande distribution. Cette proportion est de 11,2 % pour les hommes et de 20,1 % pour les femmes. En raison d'arrondis, les sommes des parts peuvent ne pas être égales à 100 %.

Champ : demandeurs d'emploi en catégorie A ; France (hors Mayotte).

Source : Dares-Pôle emploi, statistiques du marché du travail (STMT). Données CVS-CJO.

Graphique B

Contribution des principaux métiers recherchés à l'évolution des demandeurs d'emploi en catégorie A entre le 1^{er} trimestre 2016 et le 4^e trimestre 2018



* Chaque contribution est calculée en divisant la variation du nombre d'inscrits en catégorie A recherchant un métier entre le 1^{er} trimestre 2016 et le 4^e trimestre 2018 par le nombre des personnes en catégorie A au 1^{er} trimestre 2016.

Champ : demandeurs d'emploi en catégorie A ; France (hors Mayotte).

Source : Dares-Pôle emploi, statistiques du marché du travail (STMT).

(1) Leur part est passée de 50,9 % à 52,5 % des effectifs de cette catégorie.

(2) Depuis mai 2018, la mesure du métier recherché par les demandeurs d'emploi a été affectée par la mise en place par Pôle Emploi du service en ligne « profil de compétences » à destination des demandeurs d'emploi, générant une hausse des valeurs non renseignées (2,8 % en moyenne au deuxième semestre 2018, contre 0,7 % en moyenne en 2017). Les métiers recherchés non renseignés sont imputés, par sexe et chaque trimestre, proportionnellement au stock de demandeurs d'emploi dont les métiers sont renseignés.

Encadré 1 - Sources et définitions

Sources

Statistiques du marché du travail (STMT)

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/les-statistiques-du-marche-du-travail-stmt>

Les statistiques du marché du travail (STMT) sont produites à partir d'extractions exhaustives des fichiers opérationnels de gestion des listes de Pôle emploi [4]. Cette source comprend des informations individuelles sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, ainsi que sur ceux entrés ou sortis des listes, même pour de courtes durées. Le motif d'entrée et de sortie enregistré correspond à un motif administratif déclaré par le demandeur d'emploi lorsqu'il s'inscrit ou quitte Pôle emploi: il ne reflète donc pas nécessairement la réalité des motivations à s'inscrire ou quitter les listes de demandeurs d'emploi. Aussi, Pôle emploi et la Dares mènent une enquête auprès des demandeurs d'emploi sortant des catégories A, B, C des listes de Pôle emploi afin de connaître leurs motifs réels de sortie des listes (en particulier les reprises d'emploi) et, en cas de reprise d'emploi, la nature de l'emploi retrouvé [5].

Depuis avril 2018, les résultats de la STMT sont présentés en moyenne trimestrielle (somme des effectifs sur les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois) afin de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Ces statistiques trimestrielles sont établies rapidement, environ 25 jours après la fin du trimestre concerné. Elles sont dites « sans recul » car les informations connues avec retard qui concernent un trimestre déjà publié ne lui sont pas rétroactivement affectées. Toutefois, des données avec avantage de recul sont également diffusées une fois par an [6]. Elles exploitent des informations plus complètes qui prennent en compte les situations d'activité réduite déclarées tardivement. Ainsi, par rapport aux statistiques « sans recul », celles « avec recul » comptabilisent un nombre plus faible de demandeurs d'emploi en catégorie A (2 % environ, en moyenne annuelle depuis 2010) et un nombre plus élevé de demandeurs d'emploi en catégories B et C (+3 % environ). En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C est sensiblement le même avec ou sans recul.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Les demandeurs d'emploi sont les personnes qui sont inscrites à Pôle emploi, qu'elles soient ou non indemnisées. Certains d'entre eux peuvent occuper un emploi. Ils sont regroupés en différentes catégories :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi.
- Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité de 78 heures ou moins au cours du mois.
- Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité de plus de 78 heures au cours du mois.
- Catégorie D : demandeurs d'emploi sans emploi non tenus de rechercher un emploi, en raison par exemple d'un stage, d'une formation, d'une maladie, y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP).
- Catégorie E : demandeurs d'emploi en emploi non tenus de rechercher un emploi (par exemple : créateurs/repreneurs d'entreprise ou bénéficiaires de contrats aidés).

La notion de demandeurs d'emploi est différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT). Est chômeur au sens du BIT toute personne de 15 ans ou plus qui n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence, est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les 3 mois. Le chômage au sens du BIT est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee. L'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches mais qui ne se recouvrent pas.

Certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi (encadré 2 de [1]).

(1) Une documentation complète relative aux données sur les demandeurs d'emploi inscrits et les offres collectées par Pôle emploi est disponible sur le site internet de la Dares.

Pour en savoir plus

[1] De Miras C., De Waroquier de Puel Parlan S., Dixte C., Do T., Minni C., Rebière S., Rey M. (2019), « Emploi, chômage, population active en 2018 », *Dares Analyses* n° 030, juillet.

[2] Ghrairi J. (2019), « Les dispositifs publics d'accompagnement des restructurations en 2017 », *Dares Résultats* n° 039, septembre.

[3] Marion P., Merlier R. (2018), « Les cessations anticipées d'activité en 2016 », *Dares Résultats* n° 021, mai.

[4] Dares, Pôle emploi (2018), « Statistiques sur les demandeurs d'emploi inscrits et les offres collectées par Pôle emploi - Documentation méthodologique », août.

[5] Bagein G. (2018), « Les sortants des listes de Pôle emploi en 2016 », *Dares Résultats* n° 023, juin.

[6] Statistiques sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, l'approche en droits constatés (ou « avec recul »).

DARES RÉSULTATS

Édité par la Dares, la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du Travail.

Directrice de la publication : **Selma Mahfouz**

Rédactrice en chef : **Magali Madeira**

Secrétaires de rédaction : **Hadrien Baer, Thomas Cayet**

Maquettistes : **Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali**

Conception graphique et impression : Dares, ministère du Travail.

Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 2109 - 4128 et ISSN 2267 - 4756.

✉ Réponses à la demande : dares.communication@travail.gouv.fr

📞 Contact presse : **Joris Aubrespin-Marsal**
joris.aubrespin-marsal@travail.gouv.fr

dares.travail-emploi.gouv.fr

Données des graphiques et tableaux accessibles au format excel

